

# « Putsch » raté au sein du gouvernement australien

Les travaillistes au pouvoir se déchirent à l'approche des élections législatives de septembre



PASSÉ INAPERÇU

ce des députés travaillistes et aussitôt déclaré sur un ton martial : « L'affaire est terminée. »

Pas si sûr. Les dissensions au sein du Parti travailliste sont provoquées par un réflexe de survie. La plupart des sondages donnent Julia Gillard perdante face aux conservateurs lors des prochaines législatives. En revanche, avec Kevin Rudd, la gauche l'emporterait, selon ses partisans. Ce dernier est perçu dans l'opinion comme étant plus volontaire et abordable, alors que Julia Gillard passe pour être plus technocratique et distante.

Or, entre les deux protagonistes les divergences sont minimes. Kevin Rudd a été unanimement salué sur la scène internationale pour la façon dont il a anticipé la crise financière de 2008 en menant, avant les autres, une audacieuse politique de relance pour éviter une récession. Mais sa gestion brutale et autoritaire a tellement excédé les autres mem-

**« Même si le pays connaît le plus grand boom minier de l'histoire mondiale, le climat politique est toxique »**

JAMES BUTTON

expert au centre de réflexion Grattan Institute

bers du gouvernement qu'ils ont fini par le destituer. Quant à Julia Gillard, elle a réussi là où Kevin Rudd avait échoué, en faisant adopter en 2011 une loi instaurant une taxe carbone, en dépit de l'opposition farouche des grandes compagnies minières.

Malgré ce bilan honorable, les travaillistes australiens sont minés par ce combat de chefs délégués. « Comme beaucoup d'autres partis sociaux-démocrates dans le monde usés par le pouvoir, les travaillistes peinent à proposer un modèle au pays, relève James Button, qui est un ancien conseiller de Kevin Rudd. Dès lors, les luttes de personnalités prennent le pas sur le débat d'idées. »

YVES-MICHEL RIOLS

**La première ministre Julia Gillard et le vice-premier ministre Wayne Swann, après le vote de confiance des députés travaillistes, à Canberra, le 21 mars.**

LUKAS COCH/AFP

Cela ressemble à un âge d'or. Lorsque les historiens se pencheront sur les vingt-cinq dernières années en Australie, ils ne manqueront pas de relever que le pays a vécu une période exceptionnelle. En juin 2012, l'Australie a enregistré sa 21<sup>e</sup> année de croissance consécutive ! Un record parmi les pays développés. Le chômage est quasi inexistant (5,4%), le budget de l'Etat excédentaire, et la dette publique insignifiante.

Portée par l'embellie de l'Asie, la plus grande île de la planète, dont le sous-sol regorge de minerais précieux, figure parmi les rares pays du monde occidental à considérer l'émergence de la Chine comme une formidable opportunité et non comme une menace. Pour compléter ce tableau flatteur, il suffit d'ajouter qu'aucune banque australienne n'a été secourue par le contribuable ces dernières années. La seule crainte de la banque centrale : l'économie se porte si bien qu'elle redoute un renchérissement du dollar australien, pénalisant pour les exportations.

Vue d'Europe, plombée par une crise monétaire et une croissance anémique, l'Australie fait forcément rêver. Là-bas, il n'est nullement question de déclin ou de morosité sociale. Les inquiétudes se limitent aux sursauts climatiques qui ont provoqué, tour à tour, sécheresses sévères et inondations.

Avec un tel bilan, le gouvernement devrait aborder les élections législatives du 14 septembre avec sérénité. Il n'en est rien. « Même si le pays connaît le plus grand boom minier de l'histoire mondiale, le climat politique est toxique », souligne James Button, du Grattan Institute, principal centre de réflexion australien. Pour la troisième fois en trois ans, le Parti travailliste, au pouvoir depuis 2007, a été déstabilisé par une tentative de « putsch ». Il visait, cette fois-ci, la première ministre, Julia Gillard, première femme à diriger l'Australie.

Le 21 mars, cette avocate, fille d'immigrants gallois, athée et républicaine dans un pays où la reine d'Angleterre est toujours le chef de l'Etat, a survécu à une tentative de destitution de la part de proches de Kevin Rudd, l'ancien premier ministre, lui-même déposé lors d'un autre « putsch », mené en 2010 par... Julia Gillard. A l'issue de la dernière crise, en mars, Julia Gillard a obtenu un vote de confian-

ment révé. Là-bas, il n'est nullement question de déclin ou de morosité sociale. Les inquiétudes se limitent aux sursauts climatiques qui ont provoqué, tour à tour, sécheresses sévères et inondations.

## CONFÉRENCES ET DÉBATS

### Colloque Les religions dans la société française

Le Monde accueille dans son auditorium deux journées de débats sur le fait religieux et son évolution dans nos sociétés, organisées par le Centre d'études du fait religieux contemporain (Cefrelco), en partenariat avec Sciences Po. Recul ou réveil des croyances ? Montée de l'islamophobie ? Recrudescence de l'antisémitisme ? Autant de questions qui seront abordées par un panel de spécialistes dont deux journalistes du Monde, Stéphanie Le Bars et Annie Kahn. Jeudi 4 et vendredi 5 avril.

Inscription obligatoire. Le Monde, 80, boulevard Auguste-Blanqui, Paris 13<sup>e</sup>.

> [www.fait-religieux.com](http://www.fait-religieux.com)

### Festival La mondialisation en débat

Le 5<sup>e</sup> Festival de géopolitique de Grenoble portera sur « La mondialisation, ses menaces et ses perspectives ». De nombreuses tables rondes (sur l'environnement, la cybercriminalité, etc.) seront animées par une centaine d'intervenants.

Du jeudi 4 au dimanche 7 avril. Entrée libre.

12, rue Pierre-Sémar, 38000 Grenoble.

> [www.festivalgeopolitique.com](http://www.festivalgeopolitique.com)

### Débat La Méditerranée après les révolutions arabes

Après l'effondrement des régimes autoritaires en Tunisie, en Egypte et en Libye, où en est la transition dans ces pays ? Une rencontre organisée par l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IpeMED) et l'Institut de recherche et d'études Méditerranéennes (Iremmo).

Mercredi 3 avril, de 18 heures à 20 heures.

Inscriptions : [infos@iremmo.org](mailto:infos@iremmo.org)

Iremmo, 5-7, rue Basse-des-Carmes, Paris 5<sup>e</sup>.

> [www.iremmo.org](http://www.iremmo.org)

### Débat Les leçons de la crise bancaire

L'Institut Bruegel propose de faire le bilan de la crise financière en examinant les politiques publiques mises en œuvre pour venir en aide au secteur bancaire depuis 2008.

Lundi 8 avril, de 9 heures à 10 h 45.

Inscription : [matilda.sevon@bruegel.org](mailto:matilda.sevon@bruegel.org)

Institut Bruegel, rue de la Charité, 33, 1210 Bruxelles.

> [www.bruegel.org](http://www.bruegel.org)

## ÇA PEUT ARRIVER DEMAIN

# L'Irlande interdit un peu moins l'IVG

Londres, correspondance

L'Irlande traverse actuellement l'une de ses crises récurrentes autour de l'avortement. Dans ce pays, qui a voté par référendum en 1983 l'interdiction complète de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et l'a inscrite dans sa Constitution, le sujet est explosif.

Le débat est relancé car le gouvernement prépare une loi, qui doit être votée d'ici à l'été, pour faire un premier pas vers une légère légalisation. Les avortements pourraient alors être autorisés si la vie de la femme est mise en danger par sa grossesse. Et c'est tout. Si la santé de la femme est en danger, mais pas sa vie, cela restera interdit. Idem en cas d'enfant résultant d'un viol ou d'un inceste.

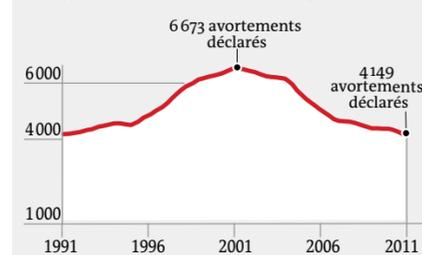
Pourtant, ce simple changement provoque une vaste polémique. En janvier, 25 000 personnes sont descendues dans la rue pour s'opposer à toute légalisation de l'avortement, un chiffre élevé pour un pays de 4,5 millions d'habitants. Plus du tiers des députés du Fine Gael, le parti de centre droit au pouvoir, menacent de voter contre la loi. Il est même question que certains d'entre eux fassent sécession pour créer un nouveau parti. Tous s'opposent à un point de la loi : en cas de risque de suicide de la femme enceinte, l'avortement serait autorisé. Ils craignent que cette clause ne soit utilisée comme une voie pour légaliser l'IVG sans le dire.

### Pilules abortives sur Internet

La crispation face au projet de loi peut surprendre car, dans les faits, le taux d'avortement en Irlande est sensiblement le même qu'ailleurs en Europe. Les Irlandaises mettent un terme à leur grossesse à l'étranger, essentiellement en Grande-Bretagne. Et si le nombre baisse, c'est parce que beaucoup utilisent désormais des pilules abortives qu'elles se procurent – illégalement – sur Internet.

Mara Clarke dirige l'association londonienne Abortion Support Network et a aidé en 2012 environ 350 Irlandaises à faire le déplacement en Grande-Bretagne. « Beaucoup sont très en colère de ne pas avoir le droit d'avorter dans leur pays », témoigne-t-elle. En Irlande, pourtant, le sujet demeure

Avortements de femmes irlandaises en Angleterre et au Pays de Galles, depuis 1991



tabou. « J'ai des amies qui se sont fait avorter, mais elles n'en parlent pas autour d'elles parce que c'est encore trop stigmatisé », signale Emer O'Toole, originaire de Galway et chroniqueuse au quotidien britannique *The Guardian*.

Derrière ce débat, c'est aussi l'influence de l'Eglise catholique qui est en jeu. « En Irlande, 95 % des écoles sont catholiques. Sur la contraception et l'avortement, on nous enseigne le dogme officiel, et personne ne nous donne jamais une autre version », explique Emer O'Toole. Mais l'Eglise a beaucoup perdu en influence ces dernières années, particulièrement après les scandales de pédophilie. Si la moitié des Irlandaises vont encore à la messe chaque semaine, ils étaient deux tiers dans les années 1990. Selon un sondage réalisé en 2012, 75 % d'entre eux pensent que l'Eglise n'a rien à leur apprendre sur les questions sexuelles.

Les mouvements catholiques ont organisé la contre-offensive : selon le sénateur John Crown, médecin de profession, qui soutient le projet de loi, l'Opus Dei mène une campagne discrète mais très influente. « De nombreux hommes politiques de haut niveau, dans tous les partis, sont des catholiques fervents », rappelle-t-il. Selon lui, il n'y a aucune chance que l'Irlande aille plus loin dans la légalisation de l'avortement. « Je ne peux pas l'imaginer avant cinq ou même dix ans. Cela nécessiterait un référendum, et aucun parti ne pense que c'est un sujet qui puisse faire gagner des voix. »

ERIC ALBERT



## Agenda

### Lundi 1<sup>er</sup> avril

**ONU** Le Rwanda prend la présidence tournante du Conseil de sécurité, dont il est membre non permanent depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

**Royaume-Uni** Reprise par la Banque d'Angleterre des attributions de supervision bancaire de la Financial Services Authority, l'autorité de tutelle de la City.

**Birmanie** Fin de l'interdiction des journaux quotidiens privés qui était en vigueur depuis près de cinquante ans.

**Espagne** Date prévue pour la fermeture de la centrale nucléaire de Garoña, la plus ancienne du pays.

### Mardi 2 avril

**Venezuela** Début de la campagne officielle pour l'élection présidentielle du 14 avril.

**Mali** Mise en place d'EUTM Mali, mission de formation des soldats maliens par des instructeurs de l'Union européenne.

**Inde** Réunion annuelle de la Banque asiatique de développement, à New Delhi (jusqu'au 4).

### Mercredi 3 avril

**Maroc** Début de la visite d'Etat de François Hollande, la première au Maroc depuis son élection en mai 2012. Le président français se rendra à Casablanca et à Rabat (le 4).

**Suède** Congrès du Parti social-démocrate (jusqu'au 7).

### Jeudi 4 avril

**OCDE** Forum mondial sur le développement à Paris autour du thème « Approches innovantes en matière de réduction de la pauvreté, de cohésion sociale et de progrès dans le contexte de l'après-2015 » (et le 5).

**Europe** Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne à Francfort.

**Gambie** Elections locales.

**Maldives** Début à Malé du procès de l'ancien président Mohamed Nasheed, accusé d'abus de pouvoir.

**France** 14<sup>e</sup> édition du Sommet international du pétrole, à Paris, au cours duquel sont appréciées les perspectives d'avenir du marché pétrolier mondial.

### Vendredi 5 avril

**Philippines** Lancement à Manille des manœuvres militaires américano-philippines baptisées « Balikatan », auxquelles participeront quelque 6 800 soldats (jusqu'au 17).

**Iran** Nouvelle réunion à Almaty (Kazakhstan) entre l'Iran et le groupe des 5+1 (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne) sur le programme nucléaire controversé de Téhéran (et le 6).

### Samedi 6 avril

**Asie** Forum de Boao (Chine), qui réunit chaque année de hauts responsables, principalement asiatiques mais aussi européens et américains, autour des performances économiques de l'Asie (jusqu'au 8).

### Dimanche 7 avril

**Italie** Primaire du Parti démocrate pour les élections municipales des 26 et 27 mai à Rome.

**Etats-Unis** Fermeture de 149 tours de contrôle aérien privées (sur 251), à la suite des coupes budgétaires automatiques votées par le Congrès et promulguées par le président Barack Obama.

**Arabie saoudite** Forum mondial de la compétitivité à Riyad (jusqu'au 9).

**Allemagne** Début de la visite de Vladimir Poutine. Le président russe et la chancelière allemande doivent inaugurer la Foire industrielle de Hanovre, qui se présente comme la plus grande du monde.

**Soudan** Conférence internationale, à Doha (Qatar), réunissant des donateurs pour le développement et la reconstruction du Darfour (ouest du Soudan), en proie à des violences.

**Monténégro** Election présidentielle.

Le président sortant, Filip Vujanovic, favori, brigue un second mandat.